

AVENANT N°1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

037-200085108-20200210-C20-02-05-DE

Document certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/02/2020

**A LA CONVENTION FINANCIERE SUR LE TRANSFERT
DE LA COMPETENCE TRANSPORTS SCOLAIRES
DE LA REGION CENTRE VAL DE LOIRE
VERS LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE**

ENTRE :

LE SYNDICAT DES MOBILITES DE TOURAINE,

représenté par Monsieur Frédéric AUGIS en qualité de Président, dûment habilité par délibération du Comité syndical en date du 10 février 2020,

ci-après dénommée **le Syndicat,**

d'une part,

ET :

LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE,

représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment habilité par délibération du Conseil régional n°.....en date du2020,

ci-après dénommée **la Région,**

Il est convenu et arrêté que l'article 8 est modifié comme suit :

ARTICLE 8 – Modalités de versement

8.1 - La somme de 238 315,66 € sera versée intégralement à compter de l'année 2022.

Ce montant sera versé par moitié, à partir de l'année 2022 :

50 % au cours du mois de mars,

50 % au cours du mois d'octobre.

8.2 - Pour l'année 2021, les Parties s'accordent sur une convention de délégation de service précisant une prise de compétence effective pour le Syndicat des Mobilités de Touraine à compter du 1er septembre 2021.

En conséquence, le montant du transfert financier est ainsi réparti au prorata temporis : selon la nature du transport soit :

Au titre des services scolaires :

$$(223\,493.05) \times 4/10 = 89\,397.22 \text{ €}$$

Au titre des frais divers :

$$(2125 + 570) \times 4/10 = 1\,078 \text{ €}$$

Au titre des charges de personnels et de structure :

$$(7\,850.23 + 4\,277.38) \times 4/12 = 4\,042.54 \text{ €}$$

Soit un montant total de 94 517,76 € pour l'année 2021.

Ce montant sera versé au cours du mois d'octobre 2021.

Toutes les autres clauses de la convention restent inchangées.

Pour le Syndicat des Mobilités de Touraine
Le Président,

Frédéric AUGIS

Pour le Conseil régional Centre – Val de Loire
Le Président,

François BONNEAU